



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 16 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27 mars 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOULOGNE

Hoëricourt, Les orgères Le Biez de l'Etre, Les Sablons
52100 Saint-Dizier

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 mars 2024 dans l'établissement BOULOGNE implanté Hoëricourt, Les orgères Le Biez de l'Etre, Les Sablons 52100 Saint-Dizier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. Compte tenu des précipitations de cet hiver, la visite est axée sur le volet "eau".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOULOGNE (Saint-Dizier)
- Hoëricourt, Les orgères Le Biez de l'Etre, Les Sablons 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005701037
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise BOULOGNE est une carrière de matériaux alluvionnaires exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral n°2892 du 29 décembre 2017. L'exploitation est répartie en deux sites distants de 450 m et composé du site n° 1 à l'Ouest pour une surface exploitée de 9 ha 51 a 50 ca. Le site n° 2 à l'Est est exploité pour une surface de 9 ha 15a. La production moyenne annuelle est de 54 445 tonnes pour les sables et de 38 000 tonnes pour les graviers.

Le site dispose d'une installation de traitement située sur le site n° 2.

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 90

89 rue Victoire de la Marne – CS 0002
52901 CHAUMONT cedex

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	extraction	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 10.1	Sans objet
2	extraction	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 10.2	Sans objet
3	Prélèvement, rejet et pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 19.1.1	Sans objet
4	Prélèvement, rejet et pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 19.1.4	Sans objet
5	Prélèvement, rejet et pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 19.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas permis de relever de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 10.1
Thème(s) : Autre, Épaisseur extraction
Prescription contrôlée : La cote de fond de fouille ne doit pas être inférieure à 118 m NGF .
Constats : Les plans fournis par l'exploitant le jour de la visite, indiquent des côtes NGF comprise entre 122 et 125 pour la partie Est de la carrière. L'exploitant indique que la partie Ouest n'a pas été exploitée. La cote minimale 118 NGF de l'arrêté d'autorisation n'est donc pas atteinte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 10.2
Thème(s) : Autre, Modalité d'extraction
Prescription contrôlée : L'extraction est réalisée au moyen d'engins mécaniques. Les stockages de matériaux ne dépasseront pas une hauteur de 5 mètres par rapport au terrain naturel. L'exploitant veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. Les stockages de matériaux seront implantés de manière à ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles ou aggraver les inondations.
Constats : La hauteur des différents dépôts n'excède pas 5 mètres de hauteurs, et ne montre pas de signes d'instabilité. L'eau peut circuler librement entre les différents stockages, et ceux-ci n'empêchent pas la libre circulation des eaux. Ces stockages n'appellent pas de remarques de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prélèvement, rejet et pollutions accidentelles des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 19.1.1
Thème(s) : Autre, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Les stockages d'hydrocarbures, huiles ou tout produit polluant ou dangereux, implantés en zone rouge du PPRI (plan de prévention des risques inondation) devront être aménagés pour tenir compte de ces risques. Ils seront surélevés au-dessus de la cote de référence de crue centennale écrêtée de la Marne portée au PPRI (134,69 m NGF : cote notée au PPRI approuvé par arrêté préfectoral n° 2143 du 31/07/2007 en vigueur à la date du présent arrêté) plus 20 cm, ou lestés et ancrés par un dispositif résistant à la pression hydrostatique, ou aménagés par tout autre dispositif équivalent. Les débouchés d'évents seront prolongés au-dessus de la cote de référence.
Constats : L'exploitant indique que la maintenance des engins est majoritairement réalisée sur le site du siège principal de l'entreprise à Saint-Dizier , et désormais moins en carrière. Sur site, il ne reste que des fluides usagés en conteneurs étanches facilement transportables. En cas de crue, le déplacement est plus aisé ce qui réduit de fait le risque de pollution. L'exploitant a préféré investir dans ce système, plus efficace et permet d'être plus réactif en cas de crue. Pour les fluides neufs, ils sont contenus dans des bacs de rétentions, surélevés dont le volume maximum peut contenir plus de la totalité des volumes contenus. L'exploitant indique que l'eau est montée une seule fois à 20 cm au-dessus du niveau du terrain naturel. Actuellement, malgré l'accumulation des précipitations de l'hiver, le niveau se situe à plus de 1,5 m sous le niveau de la dalle de la zone de stockage. L'entreposage ainsi configuré n'appelle aucune remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prélèvement, rejet et pollutions accidentelles des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 19.1.4
Thème(s) : Autre, Conduites d'eaux reliées à la station d'épuration de Moëslains
Prescription contrôlée : Une conduite transportant les eaux usées de Moëslains vers la station d'épuration et une conduite rejetant les eaux traitées en sens inverse sont présentes en partie NE du site 1 Ouest selon le plan en annexe 2 au présent arrêté. L'exploitation de cette zone nécessitera préalablement le déplacement de cette conduite en concertation avec la commune de Moëslains et de Saint-Dizier.
Constats : L'exploitant indique que cette partie ne sera jamais exploitée. Les travaux de déplacement de la canalisation ne seront donc jamais effectués.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prélèvement, rejet et pollutions accidentelles des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 19.3.2

Thème(s) : Autre, rejet

Prescription contrôlée :

Caractéristiques des eaux canalisées éventuellement rejetées en rivière Marne, dans le cadre des dispositions détaillées à l'article 19.3.1 du présent arrêté :

Les caractéristiques des eaux ainsi rejetées devront respecter les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,
- les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105),
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101),
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt quatre heures ; en ce qui concerne les MEST, la DCO et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant nous transmet ses résultats d'analyses, datant de moins d'un an (décembre 2023).

L'eau, avant d'être rejetée dans le milieu naturel, circule dans 4 bassins successifs afin d'y décantier. Les analyses ont été réalisées dans ces 4 bassins.

L'ensemble des taux sont compris dans les seuils prescrits à l'exception des MES du premier bassin avec un taux de 92 mg/l, supérieur à 2 fois le seuil prescrit.

Ce taux s'explique notamment, par le fait, que la décantation n'était alors pas complète. On note logiquement une décroissance des MES de 92 mg/l au premier bassin à 5,8 mg/l au point de rejet.

Les analyses des 3 derniers bassins, dont le dernier au point de rejet vers la Marne, sont conformes et n'appellent pas de remarques de l'inspection.

Tableau des données ci-dessous :

Seuils prescrits	Bassin A	Bassin B	Bassin C	Bassin D
pH compris entre 5,5 et 8,5	7,5	7,5	7,6	7,8
MEST < 35 mg/l	92	7	6,4	5,8
DCO < 125 mg/l	<5	<5	< 5	< 5
Hydrocarbures < 10 mg/l	< 0,050	< 0,050	< 0,050	<0,050

Type de suites proposées : Sans suite